

Colombie et du Brésil. Ils auront pour tâche d'étudier, puis d'améliorer, la coordination entre les divers organismes qui s'occupent des affaires économiques de l'Amérique latine.

Dans les discussions sur l'état de l'Alliance, les délégués latino-américains ont pu faire état de plusieurs réalisations. Divers pays de l'Amérique latine ont décrété des lois mettant en œuvre des réformes sociales, agraires et fiscales. La plupart ont créé un organisme central de planification chargé d'élaborer des programmes de développement économique. La Bolivie, le Chili, la Colombie et le Mexique ont déjà esquissé leurs plans, ce que le Panama et le Venezuela ne sauraient tarder à faire. La Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement et les pays industriels prêts à dispenser une aide financière ont déjà accordé leur attention au plan de la Colombie.

Les États-Unis, de leur côté, ont fait observer qu'ils avaient rempli leur engagement de Punta del Este, c'est-à-dire qu'ils avaient fourni dans le cadre de l'Alliance une aide publique de plus d'un milliard au cours de l'année qui avait pris fin en mars. Ils l'avaient fait par l'intermédiaire de l'Agence pour le développement international, de la Banque Export-Import, au moyen de denrées agricoles en vertu de la Loi 480 et, enfin, grâce au Social Progress Trust Fund, qui est administré par la Banque interaméricaine pour le développement. Le délégué des États-Unis a déclaré que son pays était prêt, selon la recommandation du président de la Banque, à contribuer, jusqu'à concurrence d'un milliard, pour maintenir le niveau des ressources de la Banque interaméricaine de développement sur lesquelles il est possible d'effectuer des prélèvements réguliers. Les États-Unis se proposaient en outre de continuer à offrir une part importante de leur aide économique par l'intermédiaire du Social Progress Trust Fund.

Les délégués à la réunion du Conseil ont formulé ouvertement leurs critiques. Celui des États-Unis, par exemple, a signalé un domaine où l'Alliance avait essuyé un recul: en Amérique latine l'investissement privé, tant national qu'étranger, avait été durement frappé et il y avait eu perte de confiance. L'investissement privé de provenance étrangère avait diminué et, chose plus grave, il s'était produit d'importantes sorties de capitaux de l'intérieur, pour des motifs de sécurité.

## **II. Problèmes d'intégration économique**

L'Association latino-américaine de libre-échange, qui a pour objet de créer un marché unifié et exempt de toute restriction commerciale, s'est réunie à Mexico en même temps que le Conseil interaméricain. C'est à cette conférence que se sont engagées les principales négociations douanières et la plupart des discussions sur l'unification économique. Cette question a aussi retenu toutefois l'attention du Conseil, qui a formulé le vœu que l'Association s'intéresse de plus près au programme d'unification économique. Il a fait observer que le développement des échanges à l'intérieur de la zone exigeait un financement extérieur. Il a accueilli avec satisfaction l'offre de l'Association internationale de développement de mettre en œuvre un programme d'assistance technique visant à favoriser l'unification économique.